

tentat contre notre nationalité échoua piteusement.

Que serait-il arrivé en cette circonstance, si, au lieu de rester sur le terrain constitutionnel, les Canadiens eussent levé l'étendard de la révolte, comme ils le firent en 1837? Ce projet d'union leur eût certainement été imposé.

Cette odieuse tentative, il nous semble, mettait en pleine lumière les desseins des ennemis de notre race, signalait le danger, et aurait dû faire comprendre qu'ils profiteraient de la moindre faute de tactique pour revenir à la charge. Il était bien permis de continuer la lutte, mais, plus que jamais, il était évident qu'elle devait rester strictement parlementaire, malgré les provocations. Malheureusement, on allait entrer dans une voie qui conduisait droit à l'abîme.

Les événements vont maintenant se précipiter. A son retour d'Angleterre, en 1826, le comte de Dalhousie refusa de sanctionner le bill des subsides, tel que l'avaient voté les députés, par chapitres non détaillés.

Puis, pour enlever à la Chambre l'occasion de protester, il la prorogea avec un langage insultant, et il en appela au peuple, quelques mois après.

Les chefs du parti national — unis comme un seul homme — relevèrent fièrement le gant, et publièrent immédiatement un manifeste aux électeurs pour leur recommander la réélection de leurs anciens députés. La campagne électorale plongea le pays dans l'agitation, et les appels à la révolte par un journal que rédigeaient les canadiens réfugiés aux Etats-Unis, créèrent un courant qui, quelques années plus tard, devait semer les ruines sur son passage.

A la réunion de la nouvelle Chambre, en 1827, la lutte entre le gouverneur et les députés recommença à propos de l'élection du président. Dalhousie refusa de ratifier l'élection de Papineau, qui fut cependant maintenue par la majorité de la Chambre. Le parlement fut prorogé de nouveau, et les assemblées publiques recommencèrent plus tumultueuses que jamais. Sans perdre de temps, on fit signer des pétitions pour demander à Londres le rappel du gouverneur et une enquête sur la province. Neilson, Viger et Cuvillier furent chargés d'aller présenter ces requêtes, qui contenaient plus de 80,000 signatures, et le résultat fut le remplacement de Dalhousie par Kempt.

Il importe de remarquer que les réclamations des Canadiens